

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse

Taxes foncières 2025		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés bâties	Taux 2024	25,74 %	%	1,71 %	0,587 %	5,94 %	0,347 %	
	Taux 2025	25,74 %	%	1,71 %	0,566 %	5,90 %	0,338 %	
	Adresse							
	Base	12011		12011	12011	12011	12011	
	Cotisation	3092		205	69	709	41	4116
	Cotisation lissée							
	Adresse							
	Base							
	Cotisation							
	Cotisation lissée							
	Cotisation N -2	3040		202	69	701	41	
	Cotisation N -1	3092		205	69	709	41	4116
	Variation	+1,71 %	%	+1,49 %	0 %	+1,14 %	0 %	

Montant
de la TEOM
à déclarer en année N

		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2024	60,08 %	%	2,84 %	22,22 %	0,982 %	3,86 %	0,893 %	
	Taux 2025	60,08 %	%	2,84 %	22,22 %	0,937 %	5,39 %	0,984 %	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles	51		51			72	51	
	Cotisation 2024	34		2			3	1	
	Cotisation 2025	31		1			4	1	37
	Variation	-8,82 %	%	-50,00 %	%	%	+33,33 %	0 %	
	Dégrèvement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité						Droit fixe :		

Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'une retenue sur le produit de taxe foncière de 15250 €. Pour plus d'informations, consultez la notice.
Les taxes spéciales comprennent la TSE Grand Paris pour 19 €
et la taxe additionnelle spéciale annuelle Ile-de-France pour 23 €.
La base communale des terres agricoles exonérée est de 22 €.

Frais de gestion de la fiscalité directe locale

164

Dégrèvement Habitation principale

Dégrèvement JA État

Dégrèvement JA Collectivité

Montant de votre impôt

4317

Références administratives : 780 01 112 063 655 655 R C

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2026.
Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ». Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Les destinataires de ces données sont les agents habilités de la DGFIP, dans le cadre de leurs attributions et conformément au besoin d'en connaître, les personnes et autres tiers auxquels la loi donne qualité pour en connaître dont notamment les organismes visés par l'article L 135 B du livre des procédures fiscales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants : droit d'accès, droit de rectification des données vous concernant, droit à la limitation du traitement ainsi que le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles hors obligation légale imposant à la DGFIP de traiter lesdites données ou dérogation réglementaire. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante : donnees-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr. Pour toutes les questions autres que celles relatives à vos données personnelles (situation et gestion fiscale, changement de situation...), il convient de contacter le service gestionnaire aux coordonnées indiquées dans la rubrique contact de l'avis. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.